

Anthropologie et Sociétés



Francine SAILLANT et Manon BOULIANNE (dir.),
Transformations sociales, genre et santé : perspectives critiques et comparatives. Québec et Paris, Les Presses de l'Université de Laval et L'Harmattan, collection Sociétés, cultures et santé, 2003, 311 p., réf.

Laurence Fond-Harmant

Volume 28, Number 1, 2004

La (dé)politisation de la culture?

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/008583ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/008583ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (print)

1703-7921 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Fond-Harmant, L. (2004). Review of [Francine SAILLANT et Manon BOULIANNE (dir.), *Transformations sociales, genre et santé : perspectives critiques et comparatives*. Québec et Paris, Les Presses de l'Université de Laval et L'Harmattan, collection Sociétés, cultures et santé, 2003, 311 p., réf.] *Anthropologie et Sociétés*, 28(1), 169–170. <https://doi.org/10.7202/008583ar>

Tous droits réservés © Anthropologie et Sociétés, Université Laval, 2004

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

Érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Francine SAILLANT et Manon BOULIANNE (dir.), *Transformations sociales, genre et santé : perspectives critiques et comparatives*. Québec et Paris, Les Presses de l'Université de Laval et L'Harmattan, collection Sociétés, cultures et santé, 2003, 311 p., réf.

Voici un ouvrage collectif rédigé uniquement par des femmes anthropologues, sociologues, historiennes, politologues, philosophes, infirmières et militantes du mouvement pour la santé des femmes. C'est donc un livre « engagé ». Il est le produit d'un colloque organisé à Québec les 4 et 5 avril 2002 portant sur les transformations du système de santé et des services sociaux et sur la place « dominée » des femmes. Ce travail interroge le sens de ces transformations dans leur relation avec l'État, le néo-libéralisme, les valeurs d'autonomie et d'individualisme. L'analyse et la réflexion se structurent en trois parties.

Dans la première partie, le texte permet de situer les causes structurelles des inégalités sociales et leurs effets sur le système de santé, les populations et les femmes dans le contexte de mondialisation et de l'économie néo-libérale. Cette partie montre que les transformations en cours affectent particulièrement les populations les plus pauvres et les plus démunies, au Nord comme au Sud, mais aussi les femmes, souvent appelées à intensifier leurs engagements dans la communauté et dans la famille. Des comparaisons entre les situations africaines (le cas du Sénégal) et en Amérique latine, à travers le cas du Brésil, et les réalités vécues au sein des nations autochtones du Canada permettent de décentrer le débat canadien et québécois pour une démarche anthropologique critique.

La seconde partie fait un retour sur la situation canadienne et québécoise, mais aussi française, en analysant les résultats des recherches récentes portant sur les sphères publiques (système public de santé, politiques et initiatives de la société civile) et la sphère privée (groupes domestiques et femmes en tant que catégorie sociale – salariées précarisées, travailleuses domestiques dans les soins à domicile – et en tant qu'individus). Ces deux sphères sont exposées dans leur interrelation et leurs mouvances.

On s'intéresse dans la troisième partie aux formes que prennent les résistances à ces transformations des systèmes de santé. Des travaux et analyses sont examinés sous l'angle du rapport complexe, ambigu et paradoxal entre l'État et le mouvement pour la santé des femmes. Cette approche permet de s'interroger spécialement sur la définition des connaissances et de l'expertise. Elle plaide pour d'autres études capables de saisir la complexité de la dichotomie « sciences et pragmatisme » pour analyser le rapport de pouvoir ainsi que l'articulation entre la diversité et l'unité. Ensuite, la question de l'enjeu des savoirs est posée : elle concerne les systèmes publics de santé en transformation, leurs effets sur les femmes comme objets et comme sujets de ces systèmes, les pratiques développées, les milieux communautaires et les contextes de recherches. L'exemple des sages-femmes françaises et québécoises illustre particulièrement le mouvement de va-et-vient entre le savoir critique développé au sein du mouvement et les savoirs institués : il permet de réfléchir aux contradictions des savoirs critiques.

En conclusion, cet ouvrage met réellement en évidence les effets de la mondialisation néo-libérale : détérioration de l'état de santé de la population en général et des femmes en particulier, détérioration des conditions de travail des femmes dans le secteur de la santé et accroissement du travail domestique par des charges physiques et mentales de plus en plus lourdes.

Les auteures rappellent que le mouvement pour la santé des femmes s'est engagé dans la mise en place de ressources alternatives. Il s'agit de développer, en marge du système institutionnel de santé publique, d'autres façons de faire plus interactives et accordant plus d'autonomie et de participation aux « malades ». Malheureusement les moyens mis à la disposition du mouvement pour la santé des femmes sont extrêmement limités : précarité financière, précarité de personnel et incertitude quant à l'admissibilité des subventions publiques.

Les auteures défendent une démarche de pensée citoyenne basée sur un triptyque de valeurs à défendre : 1) revenir à la logique du « droit » pour améliorer la santé publique, les conditions de travail, la qualité des soins et leur accessibilité ; 2) renouer avec la critique de la médecine technicienne ; 3) développer une approche de la solidarité sociale.

Cet ouvrage s'adresse à tous ceux, hommes et femmes, acteurs du secteur sanitaire et social, qui s'inquiètent des restructurations mondiales de notre système de santé et de leurs effets pervers sur les catégories les plus « dominées ». Il apporte un regard éclairé et vigilant au grand débat sur les nouvelles dynamiques mondiales néo-libérales qui se mettent en place pour transformer notre monde.

Laurence Fond-Harmant
Société Française de Santé Publique
2, rue du Doyen J. Parisot, B.P. 7
54501 Vandœuvre-Les-Nancy
France

Lorraine DENNERSTEIN (dir.), *Droit des femmes et bioéthique*. Paris, UNESCO, 2002, 238 p., réf.

Sans détour : ce livre réjouira sans conteste les sociologues ou les bioéthiciennes féministes qui, en général, apprécient la critique de l'universalité de l'éthique. Car ici, on a décidé de présenter, sous le couvert des vocables « droits » et « bioéthique », le point de vue féminin sur la réalité des femmes dans le monde. Mais par le traitement du sujet, qui fait constamment un aller-retour heureux de la théorie à la pratique, l'ouvrage devrait aussi trouver chez les anthropologues une partie de son lectorat, car il se penche sur la situation des femmes en prenant rigoureusement compte de la multiplicité des cultures.

Réunissant les travaux de plusieurs chercheurs et chercheuses issus de plusieurs sous-disciplines des sciences humaines, l'ouvrage est une traduction française de la version originale anglaise. Le livre comprend les articles et les études de cas préparés par des auteurs des cinq continents répartis en plusieurs sous-sections, allant de la santé des femmes le long du cycle de vie à la condition des femmes d'âge mûr, en passant par la santé génésique des femmes, les relations familiales, la violence faite aux femmes et la situation des femmes dans leur milieu de travail. Le point de départ du livre est la table ronde organisée par le Comité International de Bioéthique de l'Unesco sur le thème « Femmes et bioéthique » en 1996. Au sortir de cette rencontre, l'Unesco avait décidé de mettre sur pied un comité chargé de rédiger un rapport sur la condition de la femme dans le monde. C'est ainsi que Dennerstein, directrice du Département de psychiatrie de l'Université de Melbourne, qui agissait alors à titre de rapporteur, a accepté de diriger l'ouvrage.